



الجمهوريَّة الجَزائريَّة
الديمقَراطِيَّة الشَّعُوبِيَّة

الجَريدة الرَّسمِيَّة

اتفاقيات دولية ، قوانين ، ومراسيم
قرارات وآراء ، مقررات ، مناشير ، إعلانات وبلاغات

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION : SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
	1 An	1 An	Abonnement et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13 Av. A. Benbarek-ALGER Tél : 65.18.15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER TELEX : 65 180 IMPOF DZ BADR : 060.300.0007 68/KG ETRANGER : (Compte devises) BADR : 060.320.0600 12
Edition originale.....	1070,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction	2140,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne.

SOMMAIRE

DECRETS

Décret exécutif n° 99-279 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 1999.....	3
Décret exécutif n° 99-280 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Chef du Gouvernement.....	4
Décret exécutif n° 99-281 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances.....	4
Décret exécutif n° 99-282 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement.....	6
Décret exécutif n° 99-283 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche.....	7
Décret exécutif n° 99-284 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice.....	14
Décret exécutif n° 99-285 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire.....	16
Décret exécutif n° 99-286 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.....	20
Décret exécutif n° 99-287 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.....	23
Décret exécutif n° 99-288 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits, au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses.....	24
Décret exécutif n° 99-289 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits, au sein du budget de fonctionnement du ministère des transports.....	27
Décret exécutif n° 99-290 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991 portant statut particulier des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique...	28

DECRETS

Décret exécutif n° 99-279 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 1999.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 88-02 du 12 janvier 1988 relative à la planification ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998 relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 99-68 du 18 Dhoul El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour l'année 1999;

Vu le décret exécutif n° 99-141 du 27 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 11 juillet 1999 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour l'année 1999;

Vu le décret exécutif n° 99-149 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour l'année 1999;

Vu le décret exécutif n° 99-230 du Aouel Rajab 1420 correspondant au 11 octobre 1999 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour l'année 1999;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur l'exercice 1999 un crédit de cinq milliards cinq cent quatre vingt et un millions de dinars (5.581.000.000 DA) et une autorisation de programme de deux milliards trois cent quinze millions de dinars (2.315.000.000 DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévu par la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999) conformément au tableau "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur l'exercice 1999 un crédit de cinq milliards cinq cent quatre vingt et un millions de dinars (5.581.000.000 DA) et une autorisation de

programme de deux milliards trois cent quinze millions de dinars (2.315.000.000 DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévu par la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999) conformément au tableau "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999.

Smaïl HAMDANI.

ANNEXE

Tableau "A" – Concours définitifs

(En milliers de dinars)

SECTEURS	MONTANTS ANNULÉS	
	C. P	A. P
Mines et énergies (électrification rurale).....	190.000	—
Divers.....	681.000	—
Provision pour dépenses imprévues.....	2.310.000	2.315.000
Provision destinée aux zones à promouvoir.....	300.000	—
Provision pour apurement des créances impayées.....	2.000.000	—
Subventions et sujétions d'aménagement du territoire....	100.000	—
Total	5.581.000	2.315.000

Tableau "B" – Concours définitifs

(En milliers de dinars)

SECTEURS	MONTANTS OUVERTS	
	C. P	A. P
Infrastructures économiques et administratives.....	5.570.000	2.315.000
Infrastructures socio-culturelles..	11.000	—
Total	5.581.000	2.315.000

Décret exécutif n° 99-280 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Chef du Gouvernement.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret exécutif n° 99-06 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999 au budget du Chef du Gouvernement;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de sept millions de dinars (7.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement des services du Chef du Gouvernement, section I – Chef du Gouvernement — et au chapitre n° 37-04 "Frais de préparation et d'organisation du sommet de l'O.U.A – dépenses diverses".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de sept millions de dinars (7.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement des services du Chef du Gouvernement, section I – Chef du Gouvernement — et au chapitre n° 34-01 "Remboursement de frais".

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999.

Smail HAMDANI.

Décret exécutif n° 99-281 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret exécutif n° 99-09 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999 au ministre des finances;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de six millions deux cent mille dinars (6.200.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des finances et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de six millions deux cent mille dinars (6.200.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des finances et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999.

Smail HAMDANI.

ETAT "A"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	MINISTÈRE DES FINANCES	
	SECTION I	
	ADMINISTRATION CENTRALE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-02	Administration centrale — Matériel et mobilier.....	500.000
34-03	Administration centrale — Fournitures.....	500.000
34-04	Administration centrale — Charges annexes.....	500.000
34-90	Administration centrale — Parc automobile.....	2.500.000
	Total de la 4ème Partie.....	4.000.000
	Total du titre III.....	4.000.000
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	2ème Partie	
	<i>Action internationale</i>	
42-02	Administration centrale — Participation au conseil africain de la comptabilité...	2.200.000
	Total de la 2ème Partie.....	2.200.000
	Total du titre IV.....	2.200.000
	Total de la sous-section I.....	6.200.000
	Total de la section I.....	6.200.000
	Total des crédits annulés.....	6.200.000

ETAT "B"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTÈRE DES FINANCES	
	SECTION I	
	ADMINISTRATION CENTRALE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais.....	4.000.000
34-92	Administration centrale — Loyers.....	2.200.000
	Total de la 4ème Partie.....	6.200.000
	Total du titre III.....	6.200.000
	Total de la sous-section I.....	6.200.000
	Total de la section I.....	6.200.000
	Total des crédits ouverts.....	6.200.000

Décret exécutif n° 99-282 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret exécutif n° 99-08 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999 au ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de neuf millions de dinars (9.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement, section I — Administration générale — Sous-section I — Services centraux et au chapitre n° 37-08 "Administration centrale — Frais d'organisation du Référendum 1999".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de neuf millions de dinars (9.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement, section I — Administration générale — Sous-section I — Services centraux et au chapitre n° 37-05 "Administration centrale — Elections".

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999.

Smail HAMDANI.

Décret exécutif n° 99-283 du 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999 portant création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-19 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Décrète :

Article 1er. — Il est créée au sein de la nomenclature du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche, un chapitre n° 34-92 intitulé "Administration centrale — Loyers".

Art. 2. — Il est annulé sur 1999, un crédit de trente millions deux cent mille dinars (30.200.000 DA) applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 3. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de trente millions deux cent mille dinars (30.200.000 DA) applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 4. — Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Ramadhan 1420 correspondant au 11 décembre 1999.

Smail HAMDANI.

ETAT "A"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE	
	SECTION I	
	ADMINISTRATION CENTRALE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Administration centrale — Conférences et séminaires.....	1.500.000
	Total de la 7ème partie.....	1.500.000
	Total du titre III.....	1.500.000

ETAT "A" (Suite)

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
TITRE IV		
INTERVENTIONS PUBLIQUES		
4ème Partie		
<i>Action économique — Encouragements et interventions</i>		
44-24	Administration centrale — Information et vulgarisation.....	1.700.000
	Total de la 4ème partie.....	1.700.000
	Total du titre IV.....	1.700.000
	Total de la sous-section I.....	3.200.000
SOUS-SECTION II		
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT		
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
1ère Partie		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-11	Services déconcentrés de l'Etat — Rémunérations principales.....	15.800.000
	Total de la 1ère partie.....	15.800.000
	Total du titre III.....	15.800.000
TITRE IV		
INTERVENTIONS PUBLIQUES		
6ème Partie		
<i>Action sociale — Assistance et solidarité</i>		
46-11	Services déconcentrés de l'Etat — Soutien direct des revenus des catégories sociales défavorisées.....	1.000.000
	Total de la 6ème partie.....	1.000.000
	Total du titre IV.....	1.000.000
	Total de la sous-section II.....	16.800.000
	Total de la section I.....	20.000.000

ETAT "A" (Suite)

Nos DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	SECTION II DIRECTION GENERALE DES FORETS	
	SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	5ème Partie <i>Travaux d'entretien</i>	
35-02	Direction générale des forêts — Lutte contre les parasites forestiers.....	4.900.000
	Total de la 5ème partie.....	4.900.000
	Total du titre III.....	4.900.000
	Total de la sous-section I.....	4.900.000
	SOUS-SECTION II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-11	Services déconcentrés des forêts — Rémunérations principales.....	5.000.000
	Total de la 1ère partie.....	5.000.000
	Total du titre III.....	5.000.000
	Total de la sous-section II.....	5.000.000
	Total de la section II.....	9.900.000
	SECTION III DIRECTION GENERALE DES PECHES	
	SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	5ème Partie <i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Direction générale des pêches — Entretien des immeubles.....	300.000
	Total de la 5ème partie.....	300.000
	Total du titre III.....	300.000
	Total de la sous-section I.....	300.000
	Total de la section III.....	300.000
	Total des crédits annulés.....	30.200.000

ETAT "B"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE SECTION I ADMINISTRATION CENTRALE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 2ème Partie <i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-01	Administration centrale — Rentes d'accidents du travail.....	130.000
	Total de la 2ème partie.....	130.000
	4ème Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais.....	1.000.000
34-02	Administration centrale — Matériel et mobilier.....	800.000
34-90	Administration centrale — Parc automobile.....	400.000
34-92	Administration centrale — Loyers.....	930.000
	Total de la 4ème partie.....	3.130.000
	5ème Partie <i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Administration centrale — Entretien des immeubles.....	250.000
	Total de la 5ème partie.....	250.000
	6ème Partie <i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-03	Subventions aux réserves de chasse, centres cynégétiques et parc nationaux.....	550.000
36-51	Subventions aux instituts techniques de la production végétale.....	200.000
36-62	Subvention à l'institut national de la médecine vétérinaire (INMV).....	450.000
36-71	Subvention au haut commissariat au développement de la steppe (HCDS).....	200.000
36-94	Subvention au commissariat au développement de l'agriculture des régions Sahariennes.....	400.000
	Total de la 6ème partie.....	1.800.000
	Total du titre III.....	5.310.000
	Total de la sous-section I.....	5.310.000

ETAT "B" (Suite)

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
SOUS-SECTION II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT		
TITRE III MOYENS DES SERVICES		
1ère Partie <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-13	Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires.....	3.000.000
	Total de la 1ère partie.....	3.000.000
3ème Partie <i>Personnel — Charges sociales</i>		
33-11	Services déconcentrés de l'Etat — Prestations à caractère familial.....	2.000.000
33-13	Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale.....	4.670.000
	Total de la 3ème partie.....	6.670.000
4ème Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-14	Services déconcentrés de l'Etat — Charges annexes.....	500.000
34-93	Services déconcentrés de l'Etat — Loyers.....	520.000
	Total de la 4ème partie.....	1.020.000
	Total du titre III.....	10.690.000
Total de la sous-section II.....		
Total de la section I.....		
SECTION II DIRECTION GÉNÉRALE DES FORETS		
SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX		
TITRE III MOYENS DES SERVICES		
2ème Partie <i>Personnel — Pensions et allocations</i>		
32-02	Direction générale des forêts — Pension de service et pour dommages corporels.....	1.500.000
	Total de la 2ème partie.....	1.500.000

ETAT "B" (Suite)

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Direction générale des forêts — Remboursement de frais.....	200.000
34-02	Direction générale des forêts — Matériel et mobilier.....	200.000
34-90	Direction générale des forêts — Parc automobile.....	200.000
	Total de la 4ème partie.....	600.000
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Direction générale des forêts — Entretien des immeubles.....	100.000
	Total de la 5ème partie.....	100.000
	Total du titre III.....	2.200.000
	Total de la sous-section I.....	2.200.000
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-13	Services déconcentrés des forêts — Personnel vacataire et journalier — Salaire et accessoires de salaires.....	1.500.000
	Total de la 1ère partie.....	1.500.000
	3ème Partie	
	<i>Personnel — charges sociales</i>	
33-11	Services déconcentrés des forêts — Prestations à caractère familial.....	1.000.000
33-13	Services déconcentrés des forêts — Sécurité sociale.....	6.000.000
	Total de la 3ème partie.....	7.000.000
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-11	Services déconcentrés des forêts — Entretien des immeubles.....	3.000.000
	Total de la 5ème partie.....	3.000.000
	Total du titre III.....	11.500.000
	Total de la sous-section II.....	11.500.000
	Total de la section II.....	13.700.000

ETAT "B" (Suite)

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	SECTION III DIRECTION GENERALE DES PECHES	
	SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-03	Direction générale des pêches — Fournitures.....	100.000
	Total de la 4ème partie.....	100.000
	Total du titre III.....	100.000
	Total de la sous-section I.....	100.000
	SOUS-SECTION II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III MOYENS DES SERVICES	
	3ème Partie	
	<i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-11	Services déconcentrés des pêches — Prestations à caractère familial.....	200.000
	Total de la 3ème partie.....	200.000
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-12	Services déconcentrés des pêches — Matériel et mobilier.....	100.000
34-13	Services déconcentrés des pêches — Fournitures.....	100.000
	Total de la 4ème partie.....	200.000
	Total du titre III.....	400.000
	Total de la sous-section II.....	400.000
	Total de la section III.....	500.000
	Total des crédits ouverts.....	30.200.000

Décret exécutif n° 99-284 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-07 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de la justice.

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de soixante millions huit cent quatre vingt huit mille dinars (60.888.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la justice et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de soixante millions huit cent quatre vingt huit mille dinars (60.888.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la justice et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret..

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999.

Smaïl HAMDANI.

ETAT "A"

NOS DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
	SECTION I	
	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-05	Administration centrale — Frais de fonctionnement du tribunal des conflits.....	5.468.000
37-06	Administration centrale — Frais de fonctionnement de la commission nationale d'inscription du syndic-administrateur judiciaire.....	5.000.000
37-07	Administration centrale — Frais de fonctionnement des tribunaux administratifs.....	40.772.000
37-08	Administration centrale — Elections présidentielles anticipées 1999.....	9.648.000
	Total de la 7ème partie.....	60.888.000
	Total du titre III.....	60.888.000
	Total de la sous-section I.....	60.888.000
	Total de la section I.....	60.888.000
	Total des crédits annulés.....	60.888.000

ETAT "B"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
	SECTION I	
	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-92	Administration centrale — Loyers.....	8.300.000
	Total de la 4ème partie.....	8.300.000
	Total du titre III.....	8.300.000
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	3ème Partie	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Administration centrale — Bourses — Indemnités de stage — Présalaires	3.240.000
	— Frais de formation.....	3.240.000
	Total de la 3ème partie.....	3.240.000
	Total du titre IV.....	3.240.000
	Total de la sous-section I.....	11.540.000
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES JUDICIAIRES	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-11	Services judiciaires — Remboursement de frais.....	1.500.000
34-12	Services judiciaires — Matériel et mobilier.....	2.900.000
34-13	Services judiciaires — Fournitures.....	16.200.000
34-14	Services judiciaires — Charges annexes.....	8.600.000
	Total de la 4ème partie.....	29.200.000
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-11	Services judiciaires — Entretien des immeubles.....	8.200.000
	Total de la 5ème partie.....	8.200.000
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-11	Services judiciaires — Frais de justice criminelle.....	11.948.000
	Total de la 7ème partie.....	11.948.000
	Total du titre III.....	49.348.000
	Total de la sous-section II.....	49.348.000
	Total de la section I.....	60.888.000
	Total des crédits ouverts.....	60.888.000

Décret exécutif n° 99-285 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-11 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de quarante et un millions cinq cent mille dinars (41.500.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de quarante et un millions cinq cent mille dinars (41.500.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999.

Smail HAMDANI.

ETAT "A"

NOS DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
	SECTION I	
	SECTION UNIQUE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	6ème Partie	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-12	Subvention à l'agence nationale des barrages (A.N.B.).....	9.600.000
36-13	Subvention à l'agence nationale de l'eau potable et industrielle et de l'assainissement (A.G.E.P).....	1.800.000
36-24	Subvention à l'office national de signalisation maritime (O.N.S.M).....	600.000
	Total de la 6ème partie.....	12.000.000
	Total du titre III.....	12.000.000
	Total de la sous-section I.....	12.000.000

ETAT "A" (suite)

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'HYDRAULIQUE	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-11	Services déconcentrés de l'hydraulique — Rémunérations principales.....	10.000.000
	Total de la 1ère partie.....	10.000.000
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-11	Services déconcentrés de l'hydraulique — Remboursement de frais.....	2.500.000
	Total de la 4ème partie.....	2.500.000
	Total du titre III.....	12.500.000
	Total de la Sous-section II.....	12.500.000
	SOUS-SECTION III	
	SERVICES DECONCENTRES DES TRAVAUX PUBLICS	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-11	Services déconcentrés des travaux publics — Rémunérations principales..	16.000.000
	Total de la 1ère partie.....	16.000.000
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-91	Services déconcentrés des travaux publics — Parc automobile.....	1.000.000
	Total de la 4ème partie.....	1.000.000
	Total du titre III.....	17.000.000
	Total de la sous-section III.....	17.000.000
	Total de la section I.....	41.500.000
	Total des crédits annulés.....	41.500.000

ETAT "B"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	
	SECTION I	
	SECTION UNIQUE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-82	Administration centrale — Personnel coopérant — Indemnités et allocations diverses.....	200.000
	Total de la 1ère partie.....	200.000
	2ème Partie	
	<i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-01	Administration centrale — Rentes d'accidents du travail.....	400.000
	Total de la 2ème partie.....	400.000
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-90	Administration centrale — Parc automobile.....	1.000.000
34-97	Administration centrale — Frais judiciaires — Frais d'expertise — Indemnités dues par l'Etat.....	200.000
	Total de la 4ème partie.....	1.200.000
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Administration centrale — Entretien des immeubles.....	1.000.000
	Total de la 5ème partie.....	1.000.000
	Total du titre III.....	2.800.000
	Total de la sous-section I.....	2.800.000
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'HYDRAULIQUE	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-12	Services déconcentrés de l'hydraulique — Indemnités et allocations diverses.....	11.000.000
31-13	Services déconcentrés de l'hydraulique — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires.....	800.000
	Total de la 1ère partie.....	11.800.000

ETAT "B" (suite)

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	2ème Partie	
	<i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-11	Services déconcentrés de l'hydraulique — Rentes d'accidents du travail.....	300.000
32-12	Services déconcentrés de l'hydraulique — Pension de service et pour dommages corporels.....	300.000
	Total de la 2ème partie.....	600.000
	3ème Partie	
	<i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-13	Services déconcentrés de l'hydraulique — Sécurité sociale.....	8.000.000
	Total de la 3ème partie.....	8.000.000
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-14	Services déconcentrés de l'hydraulique — Charges annexes.....	4.500.000
34-93	Services déconcentrés de l'hydraulique — Loyers.....	800.000
34-98	Services déconcentrés de l'hydraulique — Frais judiciaires — Frais d'expertise — Indemnités dues par l'Etat.....	400.000
	Total de la 4ème partie.....	5.700.000
	Total du titre III.....	26.100.000
	Total de la sous-section II.....	26.100.000
	SOUS-SECTION III	
	SERVICES DECONCENTRES DES TRAVAUX PUBLICS	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-13	Services déconcentrés des travaux publics — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires.....	1.000.000
	Total de la 1ère partie.....	1.000.000
	2ème Partie	
	<i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-11	Services déconcentrés des travaux publics — Rentes d'accidents du travail.....	1.200.000
32-12	Services déconcentrés des travaux publics — Pension de service et pour dommages corporels.....	1.800.000
	Total de la 2ème partie.....	3.000.000

ETAT "B" (suite)

NOS DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	3ème Partie <i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-13	Services déconcentrés des travaux publics — Sécurité sociale.....	1.000.000
	Total de la 3ème partie.....	1.000.000
	4ème Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-14	Services déconcentrés des travaux publics — Charges annexes.....	6.000.000
34-93	Services déconcentrés des travaux publics — Loyers.....	500.000
34-98	Services déconcentrés des travaux publics — Frais judiciaires — Frais d'expertise — Indemnités dues par l'Etat.....	1.100.000
	Total de la 4ème partie.....	7.600.000
	Total du titre III.....	12.600.000
	Total de la section III.....	12.600.000
	Total de la section I.....	41.500.000
	Total des crédits ouverts.....	41.500.000

Décret exécutif n° 99-286 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale, et de la formation professionnelle.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-18 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de vingt deux millions neuf cent un mille dinars (22.901.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de vingt deux millions neuf cent un mille dinars (22.901.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999.

Smaïl H'AMDANI.

ETAT "A"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
	SECTION I	
	ADMINISTRATION CENTRALE	
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-11	Services déconcentrés de l'Etat — Rémunérations principales.....	5.602.000
	Total de la 1ère partie.....	5.602.000
	2ème Partie	
	<i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-11	Services déconcentrés de l'Etat — Rentes d'accidents du travail.....	87.000
	Total de la 2ème partie.....	87.000
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-11	Services déconcentrés de l'Etat — Versement forfaitaire.....	428.800
	Total de la 7ème partie.....	428.800
	Total du titre III.....	6.117.800
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6ème Partie	
	<i>Action sociale — Assistance et solidarité</i>	
46-13	Services déconcentrés de l'Etat — Protection sociale des aveugles — Allocations spéciales.....	16.338.200
46-14	Services déconcentrés de l'Etat — Soutien direct des revenus des catégories sociales défavorisées.....	445.000
	Total de la 6ème partie.....	16.783.200
	Total du titre IV.....	16.783.200
	Total de la sous-section II.....	22.901.000
	Total de la section I.....	22.901.000
	Total des crédits annulés.....	22.901.000

ETAT "B"

NOS DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTERE DU TRAVAIL DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
	SECTION I	
	ADMINISTRATION CENTRALE	
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-12	Services déconcentrés de l'Etat — Indemnités et allocations diverses.....	5.184.000
	Total de la 1ère partie.....	5.184.000
	3ème Partie	
	<i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
33-13	Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale.....	2.017.000
	Total de la 3ème partie.....	2.017.000
	Total du titre III.....	7.201.000
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6ème Partie	
	<i>Action sociale — Assistance et solidarité</i>	
46-15	Services déconcentrés de l'Etat — Pensions et allocations à verser aux handicapés à 100%	15.700.000
	Total de la 6ème partie.....	15.700.000
	Total du titre IV.....	15.700.000
	Total de la sous-section II.....	22.901.000
	Total de la section I.....	22.901.000
	Total des crédits ouverts.....	22.901.000

Décret exécutif n° 99-287 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail de la protection sociale et de la formation professionnelle

Décrète

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit d'un million cinq cent soixante dix mille neuf cent dinars (1.570.900 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit d'un million cinq cent soixante dix mille neuf cent dinars (1.570.900 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle et au chapitre n° 34-01 "Administration centrale — Remboursement de frais".

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999.

Smaïl HAMDANI.

ETAT ANNEXE

Nos DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
	SECTION I	
	ADMINISTRATION CENTRALE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-02	Administration centrale — Matériel et mobilier.....	204.400
34-03	Administration centrale — Fournitures.....	748.600
34-05	Administration centrale — Habillement.....	9.900
	Total de la 4ème partie.....	962.900
	Total du titre III.....	962.900
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	3ème Partie	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-31	Administration centrale — Bourses — Indemnités de stage — Frais de formation.....	608.000
	Total de la 3ème partie.....	608.000
	Total du titre IV.....	608.000
	Total de la sous-section I.....	1.570.900
	Total de la section I.....	1.570.900
	Total des crédits annulés.....	1.570.900

Décret exécutif n° 99-288 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits, au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-23 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des affaires religieuses ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de dix millions deux cent soixante dix mille dinars (10.270.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de dix millions deux cent soixante dix mille dinars (10.270.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires religieuses sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999.

Smaïl HAMDANI.

ETAT "A"

Nos DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES		
SECTION I		
SECTION UNIQUE		
SOUS-SECTION I		
SERVICES CENTRAUX		
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
1ère Partie		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-03	Administration centrale — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires.....	700.000
	Total de la 1ère partie.....	700.000
3ème Partie		
<i>Personnel — Charges sociales</i>		
33-01	Administration centrale — Prestations à caractère familial.....	400.000
33-03	Administration centrale — Sécurité sociale.....	300.000
	Total de la 3ème partie.....	700.000

ETAT "A" (suite)

NOS DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULÉS EN DA
	7ème Partie <i>Dépenses diverses</i>	
37-02	Administration centrale — Versement forfaitaire.....	40.000
	Total de la 7ème partie.....	40.000
	Total du titre III.....	10.440.000
	Total de la sous-section I.....	10.440.000
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1ère Partie	
	<i>Personnel – Rémunérations d'activité</i>	
31-12	Services déconcentrés de l'Etat — Indemnités et allocations diverses.....	4.000.000
	Total de la 1ère partie.....	4.000.000
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-12	Services déconcentrés de l'Etat — Versement forfataire.....	3.270.000
	Total de la 7ème partie.....	3.270.000
	Total du titre III.....	7.270.000
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6ème Partie	
	<i>Action sociale — Assistance et solidarité</i>	
46-11	Services déconcentrés de l'Etat — Soutien direct des revenus des catégories sociales défavorisées.....	1.560.000
	Total de la 6ème partie.....	1.560.000
	Total du titre IV.....	1.560.000
	Total de la sous-section II.....	8.830.000
	Total de la section I.....	10.270.000
	Total des crédits annulés.....	10.270.000

ETAT "B"

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES		
SECTION I		
SECTION UNIQUE		
SOUS-SECTION I		
SERVICES CENTRAUX		
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
2ème Partie		
<i>Personnel – Pensions et allocations</i>		
32-01	Administration centrale – Rentes d'accident de travail.....	15.000
32-02	Administration centrale – Pension de service et pour dommages corporels...	360.000
	Total de la 2ème partie.....	375.000
	Total du titre III.....	375.000
TITRE IV		
INTERVENTIONS PUBLIQUES		
6ème Partie		
<i>Action sociale — Assistance et solidarité</i>		
46-01	Administration centrale — Soutien direct des revenus des catégories sociales défavorisées.....	5.000
	Total de la 6ème partie.....	5.000
	Total du titre IV.....	5.000
	Total de la sous-section I.....	380.000
SOUS-SECTION II		
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT		
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
1ère Partie		
<i>Personnel – Rémunérations d'activité</i>		
31-11	Services déconcentrés de l'Etat — Rémunérations principales.....	8.700.000
	Total de la 1ère partie.....	8.700.000
3ème Partie		
<i>Personnel — Charges sociales</i>		
33-13	Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale.....	1.190.000
	Total de la 3ème partie.....	1.190.000
	Total du titre III.....	9.890.000
	Total de la sous-section II.....	9.890.000
	Total de la section I.....	10.270.000
	Total des crédits ouverts.....	10.270.000

Décret exécutif n° 99-289 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 portant virement de crédits, au sein du budget de fonctionnement du ministère des transports.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-25 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des transports ;

Décreté :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit d'un million trois cent vingt sept mille dinars (1.327.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des transports et au chapitre n° 46-11 "Services déconcentrés de l'Etat — Soutien direct des revenus des catégories sociales défavorisées".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit d'un million trois cent vingt sept mille dinars (1.327.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des transports et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999.

Smail HAMDANI.

ETAT ANNEXE

Nos DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTERE DES TRANSPORTS	
	SECTION I	
	SECTION UNIQUE	
	SOUS-SECTION II	
	SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	2ème Partie	
	<i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-12	Services déconcentrés de l'Etat — Pension de service et pour dommages corporels.....	467.000
	Total de la 2ème partie.....	467.000
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-11	Services déconcentrés de l'Etat. — Versement forfaitaire.....	860.000
	Total de la 7ème partie.....	860.000
	Total du titre III.....	1.327.000
	Total de la sous-section II.....	1.327.000
	Total de la section I.....	1.327.000
	Total des crédits ouverts.....	1.327.000

Décret exécutif n° 99-290 du 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991 portant statut particulier des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la population,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-10 du 11 février 1984, modifiée et complétée, relative au service civil ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991, modifié et complété, portant statut particulier des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique ;

Vu le décret exécutif n° 92-276 du 6 juillet 1992 portant code de déontologie médicale ;

Vu le décret exécutif n° 92-284 du 6 juillet 1992 relatif à l'enregistrement de produits pharmaceutiques à usage de la médecine humaine ;

Vu le décret exécutif n° 92-285 du 6 juillet 1992, modifié et complété, relatif à l'autorisation d'exploitation d'un établissement de protection et/ou de distribution de produits pharmaceutiques ;

Vu le décret exécutif n° 92-286 du 6 juillet 1992, relatif au contrôle de l'information médicale et scientifique sur les produits pharmaceutiques à usage de la médecine humaine ;

Décrète :

Article 1er.— Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991 susvisé.

Art. 2. — *L'article 1er* du décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991 susvisé est modifié, complété et rédigé comme suit :

"Art. 1er. — En application de l'article 4 du décret n° 85-59 du 23 mars 1985 susvisé, le présent décret a pour objet de préciser les dispositions spécifiques applicables aux corps des médecins, des pharmaciens et des chirurgiens dentistes généralistes et spécialistes de santé publique et aux corps des médecins, des pharmaciens et des chirurgiens dentistes inspecteurs de santé publique et de fixer la nomenclature ainsi que les conditions d'accès aux postes de travail et emplois correspondant auxdits corps".

Art. 3. — *L'article 7* du décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :

"Art. 7. — Les candidats recrutés dans les conditions prévues par le présent décret sont nommés en qualité de stagiaires par l'autorité ayant pouvoir de nomination.

Toutefois, les praticiens médicaux spécialistes de santé publique et les praticiens médicaux inspecteurs de santé publique, recrutés conformément aux dispositions du présent décret, sont nommés et titularisés dès leur installation, par arrêté du ministre chargé de la santé".

Art. 4. — *L'article 38* du décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991, susvisé, est modifié et rédigé comme suit :

"Art. 38 — En application des articles 9 et 10 du décret n° 85-59 du 23 mars 1985, susvisé, la liste des postes supérieurs des praticiens médicaux de santé publique est fixée comme suit :

- médecin responsable d'unité de base ;
- médecin coordinateur ;
- pharmacien coordinateur ;
- chirurgien dentiste coordinateur".

Art. 5. — Le titre II du décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991, susvisé, est complété par un chapitre IV bis, comportant *les articles 60 bis, 60 ter, 60 quater, 60 quinquiès, 60 sixiès, 60 septiès, 60 octiès, 60 noniès* rédigés ainsi qu'il suit :

« Chapitre IV bis »

Corps des praticiens médicaux inspecteurs de santé publique

"Art. 60 bis. — Le corps des médecins inspecteurs de santé publique, le corps des pharmaciens inspecteurs de santé publique et le corps des chirurgiens dentistes inspecteurs de santé publique sont organisés en grade unique, respectivement de médecins inspecteurs de santé publique", de pharmaciens inspecteurs de santé publique et de chirurgiens, dentistes inspecteurs de santé publique".

Section 1

Définition des tâches

"Art. 60 ter. — Les médecins inspecteurs de santé publique sont chargés notamment :

- d'inspecter, d'enquêter et d'évaluer l'activité et le fonctionnement des structures et établissements publics et privés de santé et d'en établir des procès-verbaux mentionnant l'ensemble des faits et des mesures conservatoires éventuellement prises ;
- d'assurer le contrôle de l'application de la réglementation relative à l'exercice des professions médicales et de la tarification ;
- de veiller au respect de l'application de la réglementation relative à la nomenclature des actes et à la normalisation des équipements médicaux ;
- de contrôler l'application des programmes de santé ;
- de veiller au respect des règles d'hygiène et à la prévention des infections hospitalières au niveau des structures de santé ;
- de contrôler les services de garde et des urgences et de s'assurer de la présence effective des praticiens médicaux et paramédicaux, publics et privés ;
- d'étudier et de proposer toute mesure de nature à améliorer la qualité des prestations et le rendement des structures et établissements de santé ;
- de procéder à des enquêtes d'opportunité en vue de l'ouverture ou la fermeture des structures sanitaires".

"Art. 60 quater. — Les chirurgiens dentistes inspecteurs de santé publique sont chargés notamment, d'assurer des missions d'inspection, d'enquête et d'évaluation portant sur la qualité des prestations de soins, le fonctionnement des structures de soins dentaires ainsi que le contrôle de l'application de la législation et de la réglementation en vigueur relatives à l'activité de chirurgie dentaire".

"Art. 60 quinzième. — Les pharmaciens inspecteurs de santé publique sont chargés, en application des dispositions de l'article 194-4 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985, susvisée, de :

- veiller au respect de la réglementation en matière d'exercice des professions pharmaceutiques et biologiques;

— veiller à l'application et au respect des prescriptions relatives aux procédés de fabrication, de préparation et de contrôle des produits pharmaceutiques et autres produits assimilés à des médicaments ;

— veiller à l'application des prescriptions relatives aux conditions de détention, de stockage, de distribution des produits pharmaceutiques et autres produits assimilés à des médicaments ;

— contrôler et évaluer des prescriptions d'installation, d'ouverture et de fonctionnement des établissements pharmaceutiques et biologiques ;

— rechercher et constater les infractions aux dispositions législatives et réglementaires régissant l'exercice de la pharmacie et de la biologie et opérer des prélèvements d'échantillons, le cas échéant ;

— veiller, en relation avec les institutions et organismes compétents en la matière, au respect de la tarification".

Section 2

Conditions de recrutement

"Art. 60 sixièmes. — Les médecins inspecteurs sont recrutés par voie de concours sur titre, parmi :

— les médecins généralistes justifiant de cinq (5) années d'ancienneté en cette qualité et ayant suivi avec succès une formation spécialisée d'une année ;

— les médecins spécialistes ayant suivi avec succès une formation spécialisée d'une année".

"Art. 60 septièmes. — Les chirurgiens dentistes inspecteurs sont recrutés par voie de concours sur titre parmi :

— les chirurgiens dentistes justifiant de cinq (5) années d'ancienneté en cette qualité et ayant suivi avec succès une formation spécialisée d'une année ;

— les chirurgiens dentistes spécialistes ayant suivi avec succès une formation spécialisée d'une année".

"Art. 60 octièmes. — Les pharmaciens inspecteurs sont recrutés par voie de concours sur titre parmi :

— les pharmaciens généralistes justifiant de cinq (5) années d'ancienneté en cette qualité et ayant suivi avec succès une formation spécialisée d'une année ;

— les pharmaciens spécialistes ayant suivi avec succès une formation spécialisée d'une année".

"Art. 60 nonièmes. — Les conditions et modalités d'accès à la formation visée aux articles, 60 sixièmes, 60 septièmes, 60 octièmes, ci-dessus, sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et de l'autorité chargée de la fonction publique".

Art. 6. — Le tableau prévu à l'article 70 du décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991, susvisé, est modifié et complété comme suit :

CORPS DES PRATICIENS MEDICAUX DE SANTE PUBLIQUE

CORPS	GRADES	CLASSEMENT		
		Catégorie	Section	Indice
Praticiens médicaux généralistes	Médeins généralistes	17	1	534
	Pharmacien généralistes	16	1	482
	Chirurgiens dentistes généralistes	16	1	482
Praticiens médicaux Spécialistes de santé publique	Médecins spécialistes	19	3	686
	Pharmacien spécialistes	19	3	686
	Chirurgiens dentistes spécialistes	19	3	686
Praticiens médicaux inspecteurs	Médecins généralistes inspecteurs Nommés dans le cadre des dispositions de l'article 60 sixièm tiret 1.	19	1	658
	Nommés dans le cadre des dispositions de l'article 60 sixièm tiret 2.	20	3	762
	Chirurgiens dentistes inspecteurs : Nommés dans le cadre des dispositions de l'article 60 septièm tiret 1.	18	1	593
	Nommés dans le cadre des dispositions de l'article 60 septièm tiret 2.	20	3	762
	Pharmacien généralistes inspecteurs Nommés dans le cadre des dispositions de l'article 60 octièm tiret 1.	18	1	593
	Nommés dans le cadre des dispositions de l'article 60 octièm tiret 2.	20	3	762

POSTES SUPERIEURS DES PRATICIENS MEDICAUX GENERALISTES ET SPECIALISTES

POSTES SUPERIEURS	CLASSEMENT		
	Catégorie	Section	Indice
Médecin responsable d'unité de base	17	5	581
Médecin coordinateur	18	5	645
Pharmacien coordinateur	17	5	581
Chirurgien dentiste coordinateur	17	5	581
Praticiens médicaux spécialistes chargés d'unités	20	3	762
Médecin spécialité de travail inspecteur	20	3	762

Art. 7. — Les dispositions des articles 41, 43, 45, 48, 50 et 52 du décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991 susvisé sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1420 correspondant au 13 décembre 1999.

Smaïl HAMDANI.